



# Et si les pros formaient des pros ?

## Tout l'intérêt des licences professionnelles

INTERVENTION D'UNE  
GESTIONNAIRE DANS UN  
COURS DE LICENCE PRO.

Dans le domaine de la gestion des espaces naturels, il est fréquent d'observer un décalage entre les compétences acquises lors des formations initiales et les attentes du monde professionnel. Un état de fait qui s'explique par l'absence de stratégie visant à



© MT - Phovoir

rapprocher les organismes employeurs et les acteurs de l'enseignement. Il est vrai que la petite taille des structures professionnelles (à l'exception de la fonction publique territoriale) induit que, même en réseau, elles n'ont pas d'intérêt immédiat à s'investir pleinement dans l'organisation des formations. Il est donc intéressant de pointer le fait que les licences professionnelles constituent une réponse à cette carence. Créées en 1999, leur force repose sur la présence et l'investissement des professionnels :

- dans le cadre du déroulement des études et des stages (au moins 25 % du volume horaire) ;
  - mais également dans la conception, l'évaluation et les réajustements nécessaires à l'évolution de la formation.
- Ce fut le cas de la licence professionnelle « Gestion agricole des espaces naturels ruraux », mise en place en 2006 à SupAgro Florac. Elle vise à préparer aux métiers à l'interface des secteurs de la production agricole et de l'aménagement de l'espace rural sur des territoires à forte valeur patrimoniale. Cherchant à répondre aux attentes et besoins du terrain, les concepteurs ont (à toutes les phases du projet, de sa conception à son évaluation) développé un partenariat privilégié avec des structures professionnelles des secteurs agricole et environnemental telles que la chambre d'agriculture de la Lozère et le conservatoire des espaces naturels du Languedoc-Roussillon.
- Ce sont 125 heures d'enseignement qui sont réservées chaque année à un projet « tutoré » permettant à des groupes restreints d'étudiants de répondre à une commande précise, formulée par une structure professionnelle. Ces projets, co-encadrés par les enseignants et les professionnels, font l'objet d'une évaluation conjointe en fin de formation. L'occasion de se rappeler que, quel que soit le secteur d'activité, une formation professionnelle ne peut se faire sans professionnels. ■

**JOCELYN FONDERFLICK**  
SUPAGRO FLORAC

➤➤➤ Mél : [jocelyn.fonderflick@supagro.inra.fr](mailto:jocelyn.fonderflick@supagro.inra.fr)

### En savoir plus

[www.cep.educagri.fr/  
formations/licenceprogena.cfm](http://www.cep.educagri.fr/formations/licenceprogena.cfm)

## Formation initiale/emploi, l'équation difficile ?

Peu d'emplois<sup>1</sup>, des offres en diminution, des cursus de formation plus universitaires que professionnalisants, un nombre d'étudiants dix fois supérieur à la demande du marché du travail : la formation initiale des métiers de l'environnement semble en inadéquation avec le marché du travail. Dans une note consacrée aux « emplois de l'environnement » (novembre 2007<sup>2</sup>), l'Ifen montre d'ailleurs un net déséquilibre entre des offres d'emploi - peu nombreuses - et des demandes - importantes. Cette tendance se vérifie pour tous les emplois du secteur ; cependant avec 1 200 demandes pour une centaine d'offres en 2005, le penchant est encore plus marqué pour le poste de chargé de protection du patrimoine naturel (code Rome 61114)<sup>3</sup>. Plus inquiétant, les offres d'emplois des métiers « au service de la nature, du paysage et de la biodiversité » progressent plus faiblement que la moyenne nationale. Ceux-ci étant particulièrement touchés par l'arrêt du programme Nouveaux services emplois jeunes en 2002.

Le décalage entre la demande et l'offre de travail peut s'expliquer par une progression continue du nombre d'élèves dans le domaine de l'environnement en général (+ 4,4 % par an) et dans les

formations « nature » en particulier. Globalement, même s'il ne représente que 1 % des étudiants, l'effectif des personnes en formation initiale « environnement » est en augmentation (+ 26 % en cinq ans) avec une forte hausse pour les diplômés universitaires (+ 40 %). Dans le secteur de la protection de la nature, l'augmentation des effectifs s'élève à + 5 %. 6 000 élèves et étudiants dans ce cursus ont été recensés en 2002, la grande majorité des inscriptions se fait dans la filière universitaire classique (80 %) et peu dans un cursus court professionnalisant (bac pro, BTS...).

Même si les effectifs de ses formations se stabilisent, le constat est sombre ; le « Grenelle de l'environnement » suffira-t-il à impulser un retournement de ces tendances ? ■  
Monique Fabbro - Aten

1. Cet article ne vise que les emplois techniques, spécifiques au cœur de métier de la gestion des espaces naturels.
2. Cf. « 4 pages n° 107 » octobre 2005 et données de l'environnement (novembre 2007).
3. Pour les demandeurs d'emploi, si vous cherchez les offres correspondant à ce type d'emploi sur [www.anpe.fr](http://www.anpe.fr), il faut connaître le « code Rome » de la famille de métiers correspondante.